UN NOUVEAU STYLE :

Le Chéhabisme

Comme le rappelait M. Michel Asmar tout à l'heure, cette causerie, qui devait être donnée au mois de mai dernier, a dû être différée — et même différée deux fois. — J'en ai été empêché par deux accidents successifs : j'ai d'abord attrapé une grippe — puis un portefeuille.

Tout compte fait, et quel que soit mon ennui d'avoir perturbé le calendrier des conférences du Cénacle, je ne le regretterai pas trop. Cela m'a permis d'avoir une expérience directe, vécue, du sujet que je vais avoir l'honneur de traiter. J'ai eu le privilège de vivre pendant 10 *semaines assez près du personnage, de participer directement à cette entreprise que nous sommes convenus d'appeler le Chéhabisme et que je vais essayer de décrire.*

Ainsi, cet exposé ne sera pas une pure spéculation politique, mais aussi un témoignage; et — puisque je suis journaliste — un reportage.

* * *

Un soldat est projeté sur la scène politique. Dans la débâcle des institutions, au milieu de la désolation et des ruines, il est hissé au sommet du pouvoir. Le pays est encore tout entier hérissé de barricades, labouré de tranchées : une insurrection qui a dégénéré en guerre civile, a fait 2.000 morts en six mois. La Justice est vacante. La moitié de la force publique, en désertion. Avec les débris qu'on lui laisse, il essaie de refaire une Administration, de fabriquer des cadres, de bâtir un Etat — là où il n'y avait plus rien — où il n'y avait peut-être jamais rien eu.

C'est l'histoire de ce centurion, revêtu de la toge, et qui s'applique depuis deux ans à réapprendre aux citoyens les règles de la vie civile, que nous allons évoquer aujourd'hui.

Quelles sont les chances de son entreprise?

Quelles sont, à travers lui, les chances du Liban?

Si le titre qui a été donné à cette conférence pouvait prêter à quelque ambiguïté, je voudrais d'abord rassurer mon auditoire et fixer tout de suite notre sujet.

Je ne viens pas faire ici l'éloge systématique d'un homme ou d'un régime. Ce n'est pas mon genre. Je n'ai pas été appelé non plus pour faire leur procès. Ce n'est pas le genre de la maison. Cette causerie — à propos d'une expérience qui se déroule depuis deux ans, et qui, si on ne peut pas dire encore qu'elle marque une orientation absolument nouvelle de la politique libanaise, semble avoir créé tout de même un nouveau mécanisme de rapports entre le Pouvoir et l'Opinion — cette causerie, je voudrais surtout qu'elle soit l'occasion d'une réflexion en commun sur certaines données, sur certaines lois de notre vie nationale. Nous allons ensemble, à la lumière de cette expérience, procéder à un réexamen de la structure même de notre société politique. Nous allons voir comment cette société se tient, comment aussi elle pourrait se défaire — et ce qu'il faut justement que nous fassions pour qu'elle ne se défasse pas.

Serions-nous frappés d'une incapacité nationale ?..

Nous sommes un très vieux pays et un très jeune Etat. Notre souveraineté, dans le sens moderne du mot, a 15 ans. Toute l'histoire de notre indépendance — (ajoutez Chamoun à Béchara El-Khoury: vous avez à peu près tout le compte) — tient dans la chronique de deux mandats présidentiels. Et le troisième ne fait en somme que commencer. Depuis 15 ans, nous sommes à la recherche d'un ordre, d'un équilibre institutionnel que nous n'avons visiblement pas atteint. On se plaint de l'anarchie de l'administration, de l'impuissance des assemblées, de la dégradation de la justice, de la débâcle de la sécurité. *Est-ce de notre seule faute?* Y aurait-il un vice constitutif de l'Etat libanais? *Sommes-nous frappés, en raison de notre biconfessionalisme, d'une sorte d'incapacité nationale à constituer ce régime de direction collective qu'on appelle une démocratie?*

Ou bien encore, aurions-nous été victimes de circonstances historiques exceptionnelles? Et cette crise institutionnelle — que traversent des démocraties beaucoup plus anciennes que la nôtre — ne serait-elle pas aussi un phénomène de notre temps?

Notre tragédie n'est pas si loin de nous...

Autant de points auxquels nous avons à répondre. Et pour y répondre — pour rechercher les conditions auxquelles ce Liban est gouvernable et viable — il nous faut avoir le courage de voir les faits comme ils sont, et de nous voir d'abord nous-mêmes avec une objectivité qui, je le reconnais, n'est pas toujours facile. Notre tragédie n'est pas si loin de nous... Ce pays a subi tout entier, il y a deux ans, la plus douloureuse crise de conscience qu'une nation ait jamais subie. Nous avons vu les Libanais, au milieu du chaos, s'interroger sur la vérité même de leur patrie et sur le sens de leur vocation. Aujourd'hui même, peut-on dire que les séquelles de cette double insurrection de 1958 soient tout-à-fait liquidées dans nos âmes? Nous sommes tous encore hypersensibilisés. Chaque incident, nous l'avons vu, fait rebondir les passions les plus virulentes, redéclenche des psychoses, risque à tout moment de faire resurgir les barricades. Dans le prolongement de cette perspective insurrectionnelle où nous vivons, toute notre optique du Liban risque d'être altérée, tous nos réflexes faussés. Encore plongés dans le drame, il nous faut justement aujourd'hui mettre une distance entre notre drame et nous — essayer de nous voir avec des yeux étrangers.

Voici enfin un pays qui a son nom dans l'histoire depuis 5000 ans. Deux Mondes s'y affrontent — deux obédiences spirituelles y coexistent — deux Univers moraux. Or tout notre problème est là — (et le «Chéhabisme» dont je veux parler n'a pas d'autre sens, il ne vise à rien d'autre): *tout le problème est de savoir si la synthèse est possible; si sur cette coexistence, peut être construit un Etat. Si de cette contradiction peut être tirée une Unité.*

Puisqu'il faut donner un nom aux choses

Première question, et qui a l'air un peu folle, mais qu'il faut bien poser tout de même:

— *Sommes-nous d'abord une démocratie?*

Nous nous flattons de l'être. Nous croyons l'être. Et peut-être bien que, dans un certain sens, nous le sommes en effet. Si nous étions tentés d'en douter, il suffirait, pour nous en convaincre, de regarder autour de nous. Dans ce Proche-Orient où tous les Pouvoirs sont aujourd'hui casqués et bottés, où d'Ankara à Khartoum les dictatures ont pratiquement aboli les régimes d'assemblée — où toute fonction d'examen et de délibération a été finalement retirée à tous les citoyens— le Liban apparaît comme le dernier ilôt de liberté, le dernier refuge de la libre critique et de la libre expression. Que notre démocratie soit assez singulière, qu'elle repose encore essentiellement sur des structures féodales et tribales — *qu'il lui manque ce qui est la base même de tout régime parlementaire : des idéologies politiques représentées par des partis organisés à l'échelle nationale* — tout cela saute aux yeux. Et tout cela produit les étrangetés que nous voyons : tout ce jeu un peu fou de la vie publique libanaise, telle qu'elle nous apparaît tous les jours dans la chronique des journaux, ce carrousel fantastique où l'on voit les cabinets et les majorités se faire et se défaire sans cause, où aucun gouvernement depuis 15 ans n'a été instauré ni renversé par le parlement, où toute la légiférations se fait par un système de procédure d'urgence.

Mais enfin il faut bien donner un nom aux choses — et mettre une étiquette sur notre régime politique. Nous ne sommes évidemment pas une démocratie dans le sens strictement conventionnel du mot: la démocratie-modèle dont la description est dans les manuels, une démocratie à l'anglaise ou à la scandinave... (Et même là, on pourrait encore ouvrir une parenthèse: à quel point ces démocraties-modèles sont-elles encore aujourd'hui des démocraties dans le sens strict du mot, c'est un débat qui pourrait être soulevé). La poussée des masses, l'omnipotence des syndicats dans la vie publique, — (en Angleterre, le poids énorme des "Trade Unions" sur toute l'économie de la nation) — n'ont-ils pas modifié les notions classiques de l'exercice des pouvoirs et de la structure même de la représentation nationale? Nous n'en sommes pas là, au Liban, évidemment: j'allais dire, nous n'en sommes hélas, pas là. Mais nous n'en sommes peut-être pas aussi loin qu'on le pense. En attendant — et pour trancher ce premier point de savoir si cette démocratie libanaise, réactionnaire, soumise aux vieilles féodalités, elles-mêmes liées aux puissances d'argent, est quand même une démocratie — je propose que nous convenions ensemble de ceci : *si la démocratie est le contraire de*

« ...deux accidents : une grippe, puis un porte-feuille. »

la dictature, si la démocratie, plus qu'un système institutionnel, est d'abord un état d'esprit, un certain mode de rapports entre les citoyens, une participation directe du peuple à la vie publique, si elle se fonde enfin sur le respect par l'Etat de la libre opinion et de la libre entreprise, eh, bien! oui, ce Liban est une démocratie.

Mais attention...

Si nous admettons cette première proposition, il nous faut y apporter tout de suitecette correction: par la structure même de

sa société politique, *par le fait fondamental de ce biconfessionnalisme qui a empêché jusqu'ici toute formation de partis à l'échelle nationale*, cette démocratie libanaise n'a été jusqu'ici viable que par un système de délégation qui a abouti à remettre *la conduite de la nation et l'arbitrage de ses querelles à l'autorité d'un seul.*

Cette concentration progressive des pouvoirs — qui a abouti à un gonflement finalement monstrueux de l'autorité présidentielle — *est antérieure à 1958.* Elle ne s'est pas faite par la violence, par l'usurpation. Ce n'est pas par le jeu des circonstances exceptionnelles, mais sous la pression des nécessités profondes, qui tiennent à la structure même du Liban, *que nous avons abouti à un Pouvoir — je ne dirais pas de plus en plus personnel* — (car nous sommes encore loin de toute forme d'absolutisme)—*mais de plus en plus personnalisé.*

"Le Complexe du Père"

Il y a peut-être là d'ailleurs, (je le suggérais tout à l'heure,) un phénomène qui n'est pas particulier au Liban. Nous assistons dans le monde entier à un courant historique qui, même dans les démocraties les plus attachées à leurs traditions libérales, *aboutit à une personnalisation de plus en plus accentuée du Pouvoir.*

Dans un ouvrage qui a eu, il y a deux ans, un certain retentissement, un historien franco-américain, M. Amaury de Riencourt, a fait de cette évolution un tableau assez dramatique. Il a montré *le processus par lequel certaines démocraties finissent par produire elles-mêmes le pouvoir personnel.* Le livre s'intitule: "The coming Cesars": Les Césars qui viennent, les nouveaux Césars. — (Laissez-moi, ici, vous rassurer de nouveau: que le Chéhabisme n'est pas un Césarisme — (et nous avons vu, au lendemain du 20 Juillet dernier, combien il en est loin!) — et que ce qui est vrai de l'évolution de certaines démocraties occidentales ne s'applique pas de la même façon aux réalités libanaises, nous le verrons tout à l'heure. Mais d'abord, sur le terme même de Césarisme il faut encore s'entendre: Riencourt nous le rappelle: il ne faut pas confondre Césarisme et Tyrannie. La dictature n'est pas un accident historique. Elle n'est pas un régime issu d'une violence faite au peuple. Elle n'est pas une prise de pouvoir par un aventurier qui gouverne par une perpétuelle terreur. *Elle est au contraire l'aboutissement d'une lente et inconsciente évolution "au terme de laquelle les peuples libres abandonnent volontairement leur liberté*

entre les mains d'un chef." En somme, selon l'auteur des "Nouveaux Césars", ce n'est pas César qui a été césarien. C'est le peuple qui l'a fait César malgré lui.

—"*Plus la société devient égalitaire*, observe Riencourt, *plus elle a tendance à concentrer les pouvoirs absolus dans les mains d'un seul homme.*"

Deuxième constatation:

—"Dans les périodes de crise grave — (et le monde vit depuis 30 ans dans une crise permanente) — où la direction collective de la nation est impossible, ce sont *les représentants de la nation qui remettent eux-mêmes les commandes aux mains d'un seul pilote.*"

C'était d'ailleurs aussi la vision de Bainville: les dictatures, disait l'auteur de l'«Histoire de France», émergent des masses et ne peuvent durer que dans l'assentiment des masses. Mais pour Bainville, à la différence de ce que Riencourt dit, la dictature est essentiellement un accident: elle est une crise. Il disait, (je cite de mémoire): "*une crise de désintoxication*". — "*Les dictatures*, ajoutait-il, *sont des fièvres qui surviennent aux démocraties qui n'ont pas été sages.*" (Et il concluait: "*Soyons sages pour faire l'économie d'une dictature.*")

Que se passe-t-il aujourd'hui?

Nous sommes entrés, constate l'auteur de "The Coming Cesars", nous sommes entrés définitivement dans l'ère des masses. Et les masses sont féminines: elles sont conduites par les réactions émotives beaucoup plus que par le jugement rationnel.

Cette recherche du César, de l'Auguste, de l'homme fort, qui assume les destins de la communauté, c'est ce que Riencourt appelle "le complexe du père". Le Père? Le Père, aujourd'hui, c'est Eisenhower. C'est Adenauer. C'est de Gaulle. (N'est-ce pas aussi Chéhab?) C'est cette autorité virile, cette rassurante omnipotence d'un homme entre les mains de qui, dans le déchirement des factions et l'impuissance des Assemblées, la nation se démet de la responsabilité de sa propre conduite. La Communauté tout entière finit par se projeter dans un homme: nous avons pu ainsi entendre prononcer ce mot qui aurait été impossible il y a, non pas 30 ans,mais il y a 3 ans,ce mot fantastique et

qui a paru tout-à-fait naturel: "On ne peut être contre la France quand on est pour de Gaulle." Ainsi se produit une identification quasi-absolue entre l'être de la nation et le personnage en qui elle a choisi de se voir et qui, par une espèce de désincarnation, de sublimation, devient le symbole même de la collectivité, le Totem de la Grande Tribu.

Ce qui est décrit là par Riencourt, c'est l'espèce de fatalité du processus par lequel, comme il est advenu à la République romaine, les démocraties en expansion finissent par secréter elles-mêmes le pouvoir personnel. Riencourt appelait Eisenhower: "*un César à l'échelle planétaire.*" Et son idée est que nous nous trouvons là devant un phénomène irréversible: nous assistons à la fin des libertés démocratiques, ce qui équivaut pour lui à la fin même d'une civilisation. La faute, encore une fois, n'est pas aux Césars. Les Césars, eux, ne demanderaient qu'à renverser le processus, à restaurer le fonctionnement des assemblées. Auguste et les empereurs romains tentèrent plusieurs fois de restituer au Sénat une partie de ses anciens pouvoirs; mais c'était le Sénat lui-même qui se dérobait — c'étaient les élites qui refusaient de réassumer leur rôle de médiation entre le peuple et le chef.

Au Liban comme ailleurs

Ici, j'entends l'objection:

—"Voilà, me dira-t-on, une vue à la fois bien haute et bien pessimiste des choses. N'est-ce pas la condamnation universelle des démocraties — et une condamnation sans appel ? Et nous voilà, en tout cas, bien loin de ce Liban. Nous ne sommes pas les Etats-Unis; nous ne sommes pas la France, ni l'Allemagne. Toutes ces notions de masses, d'expansion — qui servent à décrire le processus par lequel certaines démocraties, en "s'impérialisant", finissent par se supprimer elles-mêmes — ne sont pas valables ici; elles ne s'appliquent pas à une république de 10.000 kilomètres carrés, dont le peuplement total est de quinze cent mille habitants."

C'est exact. Et je l'ai dit en commençant. Mais ce qui est également exact, c'est qu'il n'y a pas entre les nations, entre les Etats, entre les Régimes, d'étanchéité complète. Nous sommes embarqués dans notre époque. Nous baignons dans un climat. Or ce qui caractérise politiquement l'époque où nous vivons, c'est ce cou-

rant historique; cette transformation du vieil ordre institutionnel. C'est ce fait partout observable que, *si la souveraineté nationale réside encore en théorie dans les Assemblées, la réalité du pouvoir leur échappe de plus en plus.*

Pour des raisons différentes, mais avec un synchronisme terriblement impressionnant, toutes les démocraties, grandes et petites, vont de plus en plus vers la personnalisation du pouvoir.

Deux expériences "présidentielles"

Au Liban, comment les choses se sont-elles passées? Comment surtout, vont-elles se passer à partir d'ici?

Notre régime est défini par une Constitution qui date de 1926, où la Souveraineté est exercée en principe par les représentants élus de la nation, où le Chef de l'Etat est irresponsable.

Or, *c'est un premier fait* — (et qui, je le rappelais tout à l'heure, ne date pas de Septembre 1958, mais qui remonte aux débuts mêmes du Mandat) — *que la quasi-totalité des pouvoirs a fini par se concentrer entre les mains du Chef de l'Etat.* Que le Liban n'a pas pu jusqu'ici être gouverné — et qu'il n'est peut-être encore gouvernable — autrement.

Mais c'est un deuxième fait, (dont nous a instruits une assez douloureuse expérience), *que les deux régimes présidentiels que nous avons connus depuis l'indépendance ont fini par deux gros accidents.*

Est-ce à dire que nous soyons voués à une perpétuelle aventure? Ou bien les accidents de 1952 et de 1958 sont-ils dûs à des fautes personnelles qui pourraient ne pas être répétées — à des circonstances qu'il peut dépendre de nous de ne pas reproduire?

Dans le procès qui a été fait des deux derniers régimes — (on appelle curieusement au Liban "régime" une présidence, Al-'Ahd: presque un règne...) — on a souvent attribué à l'ambition personnelle des Chefs d'Etat, à leur orgueil, à cette espèce de vertige du sommet que peut créer un excès de puissance solitaire, la responsabilité des deux crises où ont sombré, en 1952 d'abord, et beaucoup plus gravement en 1958, les deux premières expériences d'une légitimité qui avait abouti à un pouvoir présidentiel exorbitant. Je ne viens pas ici blanchir pour l'Histoire les Présidents El-Khoury et Chamoun, ni d'ailleurs les noircir. Mais si l'on peut bien y réfléchir, si l'on se rappelle les circontances dans

lesquelles ils sont montés puis tombés, on peut se demander si ce qui s'est passé n'est pas le contraire de ce que chacun croit. *Ce n'est pas parce qu'ils étaient omnipotents qu'ils ont été impopulaires: c'est au contraire au moment où, par le fait de fautes peronnelles ou par le jeu des circonstances, ils ont cessé de pouvoir exercer cette omnipotence qu'ils se sont, l'un et l'autre, effondrés.*

Et qu'ils ont risqué, dans leur chute, de détruire la légalité même qu'ils représentaient.

Les impératifs d'un Ordre Libanais

Nous sommes ainsi amenés à formuler les lois fondamentales qui — dans l'état actuel des mœurs politiques libanaises — garantissent un semblant de stabilité institutionnelle.

Que notre système politique, qui aboutit à confier à un seul homme la quasi-totalité des pouvoirs, soit un système périlleux en soi, nous l'avons dit. Et nous verrons tout à l'heure que c'est la première pensée du Président Chéhab lui-même. Mais en attendant, en attendant que soient transformées les conditions actuelles de notre structure politique, qui rend impossible un régime de direction collective, il nous faut poser quelques règles d'expérience, formuler certaines constatations:

Première Constatation—Dans un pays où les Communautés vivent encore presque en cloisons étanches, où tout, jusqu'au découpage urbain et même rural, consacre la division confessionnelle des clans, des quartiers, des corps de métier eux-mêmes — où la zone de mélange et d'interférence des communautés est encore extrêmement réduite — *notre première chance d'une prise de conscience nationale commence dans la mise en place des assemblées représentatives*. Et plus l'assiette de cette représentation est élargie, plus elle englobe les particularismes confessionnels et les diversités régionales, plus larges enfin est la confrontation, plus il y a de chances de voir s'y résoudre les antagonismes religieux et les oppositions politiques.

C'est bien dans cet esprit qu'a été opérée la réforme électorale de 1959, qui a augmenté de 50%d'un seul coup le nombre des sièges parlementaires. On a beaucoup critiqué ce chiffre de 99 députés. On a dit que cela ferait une "Chambre ingouvernable".

Or, l'expérience l'a montré: ce n'est pas l'élargissement ou la contraction de l'enceinte parlementaire qui augmente ou réduit la «gouvernabilité» des assemblées libanaises. Toutes les Chambres sont, dans l'état actuel des formations politiques, ingouvernables. Et les deux Chambres les plus ingouvernables que le Liban ait connues ont été justement les deux Chambres les moins nombreuses — en 1953 et en 1934— la Chambre des 44 et la Chambre des 25 — qui mettaient tous les ministères à la merci du déplacement d'une ou de deux voix.— ("Aou Béchara, aou Wazara!" — "Ou Béchara ou le Portefeuille!" On se souvient de ce slogan fameux par lequel, à l'avènement de M. Emile Eddé en 1936, dans une Chambre dont la majorité était de 13 voix contre 12, un député, menaçant de passer de l'autre côté de la barricade, a tenu en suspens pendant tout un an le sort d'une législature...)

Dexième constatation—Etant données les modalités mêmes du suffrage et les bases de la représentation nationale, les majorités parlementaires n'ont été et ne peuvent être que des coalitions de fortune — des associations accidentelles d'intérêts. Il n'y a jamais eu au Liban une majorité de législature. — C'est dire que, laissé au libre jeu des factions parlementaires, livré aux ambitions de ses adversaires et aux exigences de ses propres clientèles, aucun gouvernement au Liban n'est assuré, par lui-même, de tenir 24 heures.

Conscients eux-mêmes de cette impuissance, qui est congénitale au "système", *les leaders politiques ont eux-mêmes transféré leur autorité à la seule magistrature qui puisse assurer la stabilité et la continuité des pouvoirs et remplir la fonction suprême d'arbitrage: celle du Chef de l'Etat.*

Ainsi a fonctionné pendant neuf ans le Khourysme. Ainsi a tenu pendant six ans le Chamounisme. Encore une fois, il n'y a pas eu violence. Il n'y a pas eu usurpation. Mais un transfert, un glissement progressif de la direction collective au pouvoir présidentiel. Et le soir du 20 juillet dernier, nous avons vu quelle panique a saisi tous les politiciens, à l'idée qu'ils allaient avoir à réassumer leurs responsabilités. Et c'est l'un des plus durs, l'un des plus orgueilleux d'entre eux qui a lancé ce cri terrible de détresse qui a été rapporté par certains journaux: — "*Si la Constitution vous gêne, Monsieur le Président, déchirez la Constitution.*"

"Déchirez la Constitution!" Aucun mot n'est plus significatif, plus révélateur de l'angoisse qui habite le cœur de tous nos hom-

mes politiques. La menace d'un départ brusqué du Chef de l'Etat leur avait soudainement fait prendre conscience de leur extrême fragilité. Elle ouvrait un vide total où ils sentaient qu'ils allaient être engloutis. Ils comprenaient que leur force n'existait qu'autant qu'elle était appuyée sur lui; qu'ils ne pouvaient poursuivre leurs jeux qu'à la condition de rester dans son ombre — de se couvrir de son autorité.

Ce qui a joué, ce soir du 20 juillet, c'est bien ce "complexe du Père" de Riencourt.

Encore une fois, je ne dis pas que tout cela soit bon, que tout cela soit bien, que l'exorbitance de ce pouvoir présidentiel n'est pas sans péril. Je constate que cela *est*. Or le "Chéhabisme", dont nous allons parler tout à l'heure, n'est peut-être pas autre chose qu'une tentative pour faire cesser cela: pour rétablir les bases d'un Pouvoir collectif, pour réanimer — pour reviriliser — la démocratie.

Troisième et dernière constatation — Elle porte sur l'exercice même du pouvoir présidentiel.

Ce Pouvoir, tel que nous venons de le décrire — et qui s'est trouvé être le seul possible dans l'état actuel de notre société politique — ce pouvoir *n'est concevable*, en raison de son exorbitance même, *que s'il est un pouvoir véritablement unanimitaire*: c'est-à-dire, au Liban, un pouvoir issu du plus large consensus interconfessionnel — fondé sur le plus large respect populaire.

Ce personnage en effet au pouvoir quasi-illimité, ce César en veston, s'il n'est pas, selon Riencourt, à l'image du Père, serait impensable et inacceptable.

Nous avons fait, à ce sujet, deux expériences concluantes:

En novembre 1943, porté par la vague de fond qui balaie les derniers retranchements du Mandat, Béchara El-Khoury revient de Rachaya pour escalader les marches du Vieux-Sérail: il représente alors une Véritable Somme Nationale — une Somme qui va de Pierre Gemayel à Abdul-Hamid Karamé — qui couvre toutes les régions, toutes les confessions, la totalité du Liban spirituel et politique.

De même, en 1952, quand M. Camille Chamoun entre au Sérail sur la crête d'une nouvelle révolte, ce n'est plus le militant politique qui est porté à la magistrature suprême, son pouvoir se fonde sur un rassemblement où tous les éléments confessionnels

se sont associés. Il apparaît, lui aussi, comme un symbole. Lui aussi, il est le "Père". Un jeune Père, — mais le Père.

Qu'est-ce qui les a faits? qu'est-ce qui les a défaits?

C'est à partir du moment où l'un et l'autre ont cessé de fonder leur autorité sur les nécessités de la coexistence confessionnelle — où les circonstances de la politique intérieure ont replacé le premier dans la dépendance de sa clientèle — (élections du 25 Mai 1947) — où les circonstances de la politique internationale ont poussé le second à s'aventurer à partir de 1955 sur les positions avancées d'une diplomatie occidentale où il était évident qu'une moitié du Liban ne pouvait le suivre — que l'unicité de leur pouvoir s'est détruite, que le pacte tacite entre eux et la nation a été rompu.

Il y a là une double leçon et que nous pourrions codifier peut-être dans les termes suivants:

— *Sur le plan intérieur, le Chef de l'Etat ne peut pas être au Liban un Chef de Parti* — ou, s'il l'a été au moment de son élection, son premier soin doit être de se libérer de ses propres partisans.

Il y a plus d'une parole historique pour illustrer cette première règle de la durée de tout pouvoir personnel: "Le Roi de France doit oublier qu'il a été le Duc d'Orléans". En termes modernes nous dirons qu'au foot-ball, le capitaine d'une équipe ne peut pas faire l'arbitre. *C'est quand M. Béchara El-Khoury est redevenu khouryste, et M. Chamoun Chamounien, que leur autorité a été contestée et s'est désagrégée.*

Deuxième règle:

— *Sur le plan de nos relations internationales*, et pour les mêmes raisons, *toute option politique qui pourrait scinder le Liban nous est interdite.*

S'il est vrai que le principe de la souveraineté libanaise et de notre intangibilité territoriale doit être constamment affirmée, *la grande règle qui doit commander la politique étrangère libanaise est celle du Non-Alignement*. Nous avons payé assez cher, à partir de février 1955, à partir du Pacte de Baghdad, pour l'apprendre.

L'erreur, alors, l'erreur tragique, des meneurs de la diplomatie libanaise, a été de perdre de vue ce principe élémentaire: notre politique étrangère doit refléter, sur le plan arabe comme sur le plan international, le dualisme même du Liban. Nous n'avons ni le droit, ni d'ailleurs le pouvoir, de prononcer des options ou de prendre des engagements qui, en risquant de faire éclater l'unité

libanaise,desservent la cause même que nous prétendrions servir. Où est aujourd'hui M. Djélal Bayar? Où est M. Nouri Saïd? Par quelle vue aberrante le chef de la diplomatie libanaise a-t-il pu imaginer que, dans cet Orient divisé comme il est, la défense du monde libre pût tenir à un "oui" ou à un "non" du Liban? Nous avons vu les suites amères de cette absurde entreprise — et que c'est finalement le Liban qui, par une option précipitée pour l'Amérique, a créé à l'Amérique elle-même les plus cruels embarras.

Nous avons un recul suffisant pour juger de ces choses. Et je ne pense pas qu'il puisse y avoir aujourd'hui une contestation sur ce point. Je sais ce que répètent encore les anciens zélateurs du Pacte de Bagdad: — "*L'accident*, disent-ils, *se serait en tout cas produit. La crise de Suez portait déjà l'Insurrection libanaise de* 1958. *Celle-ci aurait éclaté en tout cas, quelle que fut notre attitude à l'égard de l'Occident*. Dans le calendrier de l'expansion nassérienne, l'heure de la chute de Chamoun et du renversement de Hussein avait simplement sonné".

Je réponds: — C'est possible. *Mais rien n'est moins sûr. Et qui peut se permettre de réécrire l'Histoire avec des "Si"? Le moins que l'on puisse dire est que notre diplomatie a tout fait, depuis* 1955, *pour attirer sur nous le malheur*. Et s'il était même vrai qu'un coup fût déjà prémédité contre le Liban, elle aura fourni à l'adversaire l'occasion et le terrain idéal d'une intervention. Quand vous me dites: *la chose était inévitable*, je vous dis: *C'est une hypothèse. Mais ce qui est certain c'est que vous avez fait tout ce qu'il fallait pour ne pas l'éviter.*

Singularité de l'expérience Chéhabienne

Ces quelques règles posées - (et qui pourraient servir d'appendice à la Constitution libanaise sous le titre: "Ecole des Chefs d'Etat") - voyons maintenant où nous en sommes aujourd'hui.

Dans ce Liban, durement ébranlé deux fois par deux crises de régime, comment se présente la nouvelle expérience présidentielle? Si le Chéhabisme est un "nouveau style politique", en quoi consiste sa nouveauté? Qu'est-ce qui le caractérise? Qu'est-ce qui, dans la pensée, dans les méthodes, dans l'ensemble de son comportement, distingue le nouveau chef de l'Etat de ses prédécesseurs?

S'il est vrai que le génie politique est une rencontre de

L'auditoire à la conférence de M. Georges Naccache donnée au «Cénacle Libanais»

l'homme et des circonstances, nous avons ici, de cet axiome, une saisissante, je dirais presque une tragique illustration.

Rien ne destinait en vérité ce soldat tranquille, tout près d'ailleurs de la retraite, le plus indifférent aux honneurs, le plus distant de tous les jeux de la politique - rien ne le destinait au rôle qui devait faire de lui l'arbitre suprême des destins de la nation. Car s'il est un Général qui est le contraire d'un Général de pronunciamento, c'est bien celui-là. Oh, oui, et nous pouvons tous aujourd'hui en témoigner: ce n'est pas lui qui est allé au devant de l'Histoire, c'est l'Histoire qui est allée le chercher. Elle est même allée le chercher deux fois. La première fois, en septembre 1952, il s'était alors dérobé à l'appel. (Il faut croire que la pression de l'événement n'était pas encore assez forte). Il aura fallu, six ans après, cette effroyable tragédie dont nous portons encore les traces, et que les fureurs criminelles des factions eussent mené le Liban à la catastrophe, pour que la chose se fit. Il ne lui était plus possible d'échapper à son destin.

Est-il besoin de refaire le tableau de cet été sinistre: les deux moitiés du Liban retranchées derrière les barricades, et ce soldat seul, entre les feux croisés, gardant la tête froide au milieu de la démence générale, n'ayant d'autre stratégie que d'empêcher un massacre confessionnel? C'est sous cet aspect que le "Chéhabisme" est d'abord apparu aux Libanais. Ce Pouvoir, on peut véritablement dire qu'il a surgi du fond de l'abîme et il nous a tirés de l'abîme avec lui. Il est apparu alors au pays comme la dernière espérance: une espérance désespérée. Et c'est bien ainsi qu'il se voit lui-même: il nous l'a dit ce matin du 20 juillet dernier, quand, estimant sa mission terminée, il décidait de déposer son mandat.—"*Ce n'est pas moi que les Libanais ont élu: je ne représente que l'impossibilité où ils se trouvaient d'en élire un autre.*" Sur ce point, il ne se fait—il ne s'est jamais fait, à aucun moment, aucune illusion. Et même le soir du 20 juillet, quand toutes les églises de la montagne sonnaient le glas, quand le Liban tout entier mobilisé se mit en procession sur la route de Jounieh, quand l'élan unanime de tous les partis et de toutes les communautés aboutissait à ce plébiscite extraordinaire qui le mit une fois de plus dans l'obligation de dire "oui",—il se rendait compte encore que cette unanimité était une unanimité négative: si l'idée de son départ avait produit cet affolement, c'est qu'il apparaissait à la nation comme le dernier rempart contre l'anarchie, et aux politiciens eux-mêmes comme la dernière caution d'un régime à

l'intérieur duquel ils pouvaient poursuivre leurs jeux et pousser leurs ambitions.

"Ce n'est pas moi, ce jour-là, qu'ils ont élu..." Il nous faut accepter de voir les choses comme elles sont, comme il les voit lui-même avec son implacable clairvoyance. Et là réside peut-être le premier secret de son Pouvoir: son mandat, c'est le mandat de notre désespoir. *Il a représenté la volonté de survie de la nation; et c'est ce pacte au seuil de la mort, conclu il y a deux ans, qui continue.* Il n'y avait pas, il n'y a pas encore, dans l'état actuel du Liban, une seule Autorité en dehors de la sienne qui puisse maintenir le précaire équilibre que nous prenons pour une paix. *Lui qui ne croit pas que l'on sauve une nation malgré elle, le voici constitué, malgré lui, homme providentiel.*

"Venu contre une double violence"

Dans le naufrage du Liban politique, il fallait à la tête politique du Liban un non-politicien.

C'est ici le deuxième aspect, la deuxième particularité du Chéhabisme. Dans les circonstances qui, en 1943 et en 1952, les avaient amenés au Pouvoir, ses deux prédecesseurs étaient entrés au Sérail par la rue - avec la rue. Ils n'ont jamais pu se libérer de cette terrible hypothèque, et tout leur pouvoir a porté jusqu'au bout cette servitude. Prisonniers de leur passé,de leurs troupes,de leurs clientèles, venus dans une violence et condamné à subir cette violence. C'est dans un Beyrouth désert que le Général d'armée Chéhab a été élu par une Assemblée que les fureurs civiles avaient empêché de se réunir depuis 90 jours. Il n'y a pas de personnage politiquement plus solitaire - et c'est cette faiblesse même qui a été, qui reste, sa première force: cet extraordinaire isolement où il est au milieu des politiciens. Non seulement il n'est rattaché à aucun des partis traditionnels, mais il y a chez lui une incapacité native à s'intéresser aux jeux des clans qui passionnent tous les Libanais. *Dans les conditions où il est venu, il doit son pouvoir à tout le monde: c'est-à-dire qu'il ne le doit à personne.*

Le voilà donc, tel qu'il apparaît à un peuple encore étonné. Non seulement il n'est pas venu dans la violence, mais il est venu contre une double violence.

Et c'est tout de même un soldat. Que ce premier citoyen soit

un citoyen armé, qu'il puisse disposer sans médiation de tout l'appareil de la puissance militaire au service de la Légalité—que la Toge et l'Epée,soient portées enfin par un même homme—cette coïncidence, non seulement l'opinion n'en est pas effrayée ou choquée, mais il se trouve qu'elle en est profondémment rassurée. Car elle sait que ce soldat n'est pas un soldat d'aventure, qu'il n'emploiera sa force que pour faire échec à la sédition.

"Quand la Sagesse est militaire..."

Ce paradoxe politique—le sauvetage de la démocratie par le pouvoir militaire—est certainement le point central de l'expérience chéhabienne. Je le montrais dans un article de"L'Orient" paru le 22 novembre dernier sous le titre "Quand la Sagesse est militaire" et dont on me permettra de citer quelques passages:

"Le sentiment populaire ne s'y trompe pas:dans les deux grandes crises de la courte histoire de notre indépendance, — celle (prémonitoire) de septembre 52, puis celle de mai 58 où une double révolte a failli dégénérer en une guerre confessionnelle — c'est l'armée qui a empêché l'éclatement du pays. On peut le dire: elle a,deux fois au moins en six ans, sauvé le Liban. Dans la débâcle des institutions, — alors que tout tourbillonnait et cédait, que l'Etat tout entier coulait à pic — elle seule était demeurée intacte; elle seule a tenu. Elle a été le point fixe auquel le pays s'est accroché — autour duquel il a fini par se refaire une conscience et une légalité.

"...L'étonnant de notre affaire est justement en ceci: quand les politiciens se sont affolés, la sagesse, au Liban, s'est réfugiée chez le soldat. Disons-le: l'esprit civil, c'est au Q.G. de la rue de Damas qu'il s'est transporté à partir du 8 mai 1958.

"Ailleurs,et en tout cas dans tous les jeunes Etats qui nous entourent, la pression du pouvoir militaire est un élément de trouble, une menace constante de déséquilibre de la vie publique.Par elle, la nation est perpétuellement exposée à l'aventure. Ici, c'est contre l'aventure que le pouvoir militaire s'est constamment dressé. C'est un fait que toutes les tentatives d'instauration d'une dictature politique sont venues du pouvoir civil; et, si nous avons été sauvés du pire, c'est justement parce qu'il s'est trouvé un homme à la tête de cette armée, pour qui la justification d'un régime cesse au moment où ce régime ne peut plus se maintenir qu'en faisant tirer au canon sur les citoyens.

"Ainsi,par un paradoxe heureux, l'armée aura été, au Liban, le dernier refuge de la démocratie.

"Dans les circonstances où elle s'est produite, l'élection d'un soldat n'a pas été autre chose que l'élection d'un citoyen,—et qui se trouvait être, à ce moment, le plus civil des citoyens. Il y a là un renversement total du fameux «cedant arma...». Rien ne ressemble moins, en vérité, à un pouvoir militaire que ce pouvoir d'un militaire. Si une inquiétude pouvait exister au départ, aucun doute ne subsiste aujourd'hui. Dans le «Solitaire de Sarba», qui songerait encore à voir un imperator en veston? Regardez-le vivre et faire: c'est un magistrat patiemment appliqué, dans l'anarchie des mœurs, et contre les turbulences des factions, à faire prévaloir la loi et à faire entendre la raison.

«...Or il n'y a peut-être pas de plus grande révolution à faire,au Liban, que celle-là.»

"Comme on roule une cigarette"

Mais cette révolution, il sait, lui, qu'elle ne se fera pas en 24 heures. Sa pensée est que la réforme institutionnelle est impossible si elle ne s'accompagne pas d'une réforme des esprits et des mœurs. Bâtir un Etat moderne sur les vieilles structures confessionnelles est une entreprise de longue haleine. Je sais combien on s'en irrite. On reproche parfois au Président Chéhab sa lenteur, sa patience excessive, cette hésitation devant les obstacles - que certains prennent pour de la pusillanimité. C'est mal connaître, je crois, le personnage. Il n'y a pas de volonté plus opiniâtre que la sienne, mais il sait aussi que rien de sûr ne se fait par la contrainte et dans la crispation: que la poursuite de l'œuvre exige une lente avance. Ce qui semble être les oscillations de sa politique, ce sont les oscillations de la matière humaine qu'il manipule et qu'il cherche à maîtriser. Cette façon lente, cette avance fluctuante, cette procédure presque paresseuse de son action, et qui impatiente une jeunesse pressée de voir balayer les vieilles équipes politiciennes, n'est-ce pas typiquement le style chéhabien? Il y a une curieuse image de Paul Valéry que citait Alain dans un de ses "Propos". (La grande idée de Valéry, on le sait, est que rien - nulle œuvre, quelle qu'elle soit - ne se fait dans la contraction et la violence. C'est dans la détente, dans la patience - *(Patience, Patience... Chaque atome de silence est la chance d'un fruit mûr)* - que se produit l'accomplissement).

"Voyez, disait Valéry à Alain, comme se roule une cigarette à la main. C'est en la défaisant qu'elle se fait."

Toute la tactique chéhabienne, faite de poussées et de reprises, cette sorte de balancement en avant, est dans cette image: essayez donc de rouler une cigarette autrement..

Un amour de tête

Singulière figure en vérité que celle de ce chef que la nation s'est choisie, - et dont elle a fait malgré lui, son sauveur. Singulière figure, faite de vertus contradictoires, et dont la séduction n'agit pas directement sur l'esprit populaire. C'est certainement le contraire d'un tribun, d'un exaltateur de foules. Pas d'envolée. Presque pas d'accent. Il n'embraye pas directement sur les masses. S'il y a un homme qui, selon le mot de Verlaine, tordrait le cou à l'éloquence, c'est bien celui-là. Une pudeur profonde, une presque timidité des manières, et cette courtoisie même toujours tellement attentive donneraient presque l'impression qu'il manque de chaleur humaine. Et cependant, peu à peu, nous voyons le charme opérer :le personnage prend sa dimension populaire, sa légende se fait. Cet homme égal, lucide, laborieux, habité du seul souci de son service, étrangement indifférent à l'idée de plaire, conquiert lentement l'esprit public. C'est ce que j'appellerais une popularité au deuxième degré: entre lui et le pays ce n'est pas une aventure passionnelle: c'est un amour de tête, un mariage de raison.

On lui sait gré d'être assez fort pour être libéral, d'être assez fort pour ne pas en avoir l'air. On sait gré au Prince d'avoir des vertus bourgeoises: on aime sa sagesse, son application, sa prévoyance. Après les fastes étourdissants de ses prédecesseurs, on sait gré à ce père tranquille de la simplicité de ses mœurs, de la modestie de ses goûts, de cette vie de banlieusard qu'il mène à 25 kilomètres de sa capitale dans une villa honnête d'employé supérieur en retraite. On lui sait gré d'avoir mis de la tenue au sommet, d'avoir désencanaillé les avenues du Pouvoir, d'avoir enfin appris le respect aux Libanais.

On lui sait gré, aussi, il faut le dire, de ceci: il ne court pas beaucoup de Maronites dans nos rues qui aient un aussi pur sang arabe dans les veines. Ce Prince arabe qui nous gouverne, dont le père s'appelait Toufic et le grand-père Hassan, qui est en même temps un pur cheikh du Kesrouan, plein d'humour et de raison,

n'est-ce-pas la symbiose islamo-chrétienne parfaite? Ne représente-t-il pas, physiquement parlant, la transconfessionnalisation du problème libanais?

J'ai eu le privilège, dans les conseils de gouvernement auxquels j'ai participé pendant dix semaines - de voir de près le personnage. Toute son habileté est de ne pas vouloir être habile: elle se ramène à cette forme suprême de l'habileté qui est l'habileté du cœur. Mais ce qui m'a le plus frappé, c'est ce mélange de réalisme implacable et de probité profonde et qui, je pense, est la qualité fondamentale de l'homme d'Etat: ce que j'appellerais: un pessimisme constructeur. Il ne se fait pas beaucoup d'illusions sur la valeur de la matière humaine qu'il manipule - il sait combien d'intérêts et de passions se mettent en travers de son entreprise - mais il sait aussi qu'il n'a pas d'autre choix. C'est avec les Libanais, comme ils sont, avec ces politiciens, valant ce qu'ils valent, c'est avec eux et à travers eux qu'il faut faire un Etat libanais.

Un tel dépassement est-il possible? Tout le drame - toute la dialectique de l'entreprise chéhabienne - est là: d'une part un souci très strict de la légalité constitutionnelle, la conviction profonde de la nécessité du régime parlementaire au Liban. D'autre part, cette répulsion pour les combinaisons politiciennes, cette conscience amère de la nécessité, pour aboutir, de passer à travers les hommes mêmes qui ont avili l'Autorité et dégradé le Pouvoir. Sans doute depuis 26 mois qu'il est là, n'ignore-t-il pas qu'il faut parfois en politique consentir à se mouiller le bout des doigts. Il sait que l'Histoire hélas! n'avance pas sans impureté. Mais ce qu'il refuse, c'est de faire de l'impureté une condition de l'Histoire. L'affaire du 20 juillet dernier, c'était essentiellement celà: la projection de son drame intérieur, la révolte, au plus profond de lui, de l'honnête homme contre l'homme d'Etat.

Comment il a dépassé cela - par quel nouvel arrachement à lui-même, il est revenu à son poste - tous les Libanais en ont été, ce soir-là, les témoins. Il y a été aidé par une philosophie personnelle, et, je le crois, simplement par un sens religieux du devoir qui lui commande d'accomplir - même sans espérance - sa tâche jusqu'au bout.

Une pensée sociale entre au Sérail

Le voici donc de nouveau. Le dompteur a été rejeté au milieu de la cage des fauves. Dans le concert de leurs rugissements, nous

le voyons poursuivre son œuvre silencieuse. Il lui reste quatre ans pour faire de cet assemblage de tribus qu'est le Liban un Etat.

Et pour en faire d'abord un Etat humain, un Etat social.

C'est en effet un des traits dominants de son caractère, et qui apparaît de plus en plus dans ses derniers projets de réforme: cet aristocrate, ce seigneur-campagnard, a le sentiment profond des inégalités sociales sur lesquelles est fondé ce que nous appelons l'ordre libanais: il a pris conscience que toutes les entreprises de réforme sont barrées par un "mur d'argent" - que le mode même de recrutement de tout le personnel politique fait, depuis 30 ans, que le Liban est soumis à une implacable ploutocratie. Dans ce sens, c'est certainement l'homme le plus à gauche que nous ayons vu au Pouvoir: il représente la seule pensée sociale qui soit jamais entrée au Sérail. Sans doute, et si loin qu'il aille dans cette direction, il restera toujours chez lui une certaine allergie au Rouge, à toute forme de matérialisme historique à quoi sa foi religieuse ne peut évidemment consentir. Mais cela dit, il n'y a pas de pensée plus consciente que la sienne des renversements que nous impose un changement d'époque. Il sait que, pour faire un Liban moderne et viable, il faut venir d'abord à bout de l'absurdité d'un Patronat et d'une classe possédante dont l'âpreté s'est opposée à toute transformation sociale - et qui, au milieu des Etats de plus en plus socialisés qui nous entourent, maintient ce pays dans un anachronisme de structures qui constitue le plus grave de nos périls.

Dans les quatre ans qui restent...

Nous sommes engagés dans une véritable course contre la montre.

Notre destin, le sort de notre régime politique, et l'avenir même du Liban en tant que nation, va se décider dans les quatre années qui viennent. Il s'agit de savoir si, dans le temps qui nous sépare du terme de l'expérience chéhabienne, les Libanais seront capables de se donner les cadres et de s'imposer les disciplines sans lesquelles un Etat, dans le monde moderne, ne peut pas survivre.

Le Liban de 1960 me fait penser à ce titre d'une pièce de Jean Sarment qui eut une vogue dans l'entre-deux-guerres: "Je suis trop grand pour moi!" Nous sommes menacés de gigantisme. La poussée démographique, la vertigineuse expansion économique

qui a suivi la dernière guerre, vont plus vite que nos moyens de pensée et d'action. Sur ce gros rocher qui est tout notre territoire, nous avons mis mille ans à devenir un million d'âmes. Les statisticiens nous annoncent que ce chiffre sera doublé en 15 ans, qu'il y aura 2.500.000 habitants au Liban avant 1975. Cela pose aux meneurs de la nation des problèmes sociaux et moraux qui ne sont pas d'un nouvel ordre de grandeur, mais d'une autre nature.Les experts qui se penchent sur notre économie s'inquiètent. Ils nous montrent combien est précaire et aventureuse une prospérité basée presque exclusivement sur le commerce et les services. Les conclusions de l'enquête de la mission de l'IRFED - ou du moins ce qui en a été publié - montrent que nous sommes à la limite de la rupture d'équilibre. Elles sont en vérité assez fimortiantes pour nos champions du libéralisme, pour les théoriciens d'un laisser-faire illimité qui ne demandent à l'Etat que d'être perpétuellement absent. Cette anarchie, érigée en système, nous conduirait inévitablement à la catastrophe. Toute l'économie libanaise, tout notre système d'investissements, toute notre politique fiscale, toute notre législation sociale doivent être entièrement repensés et refaits. Cela suppose un effort collectif de la nation, et d'abord un ensemble de charges et de sacrifices auxquels les classes priviligiées devront être les premières à consentir.

Vous connaissez sans doute le mot terrible de Lénine -(terrible parce que, dans le desarroi des démocraties, nous en sommes aujourd'hui à nous demander s'il n'est pas vrai)-:"*Là où il y a liberté il n'y a pas d'Etat.*"

Tout notre problème - (et il se pose actuellement à tout le monde libre, mais de façon plus immédiate au Liban) - tout notre problème est de savoir si le défi pourra être relevé - *s'il pourra être prouvé finalement que la liberté n'est pas la négation de l'Etat*. Le Chéhabisme n'est pas autre chose qu'une suprême tentative pour faire cette preuve - pour instaurer une direction collective de la nation qui ne soit pas l'anarchie. La faute, la faute qui serait fatale, serait de compter qu'un homme peut se substituer indéfiniment à une nation. Les circonstances ont pu produire un "homme providentiel". Mais l'homme providentiel nous dit lui-même qu'il n'y a pas d'homme indéfiniment providentiel. Si les Libanais ne sont pas capables de s'assumer eux-mêmes, si nos chefs politiques ne mettent pas fin à leurs folles surenchères, s'ils ne sont pas capables d'imposer à leurs troupes une nouvelle intelligence de la liberté, alors , tout espoir serait perdu:

Car il y a un mot plus terrible encore que celui de Lénine, c'est celui de Bossuet:

-*"Où chacun fait ce qu'il veut , nul ne fait ce qu'il veut. Où tout le monde est libre, tout le monde est esclave."*

"Où tout le monde est libre, tout le monde est esclave": c'est bien la définition de l'anarchie où nous sommes, et à laquelle le Chéhabisme veut mettre fin. S'il n'y réussit pas, ce pourrait être, d'ici quatre ans, la voie ouverte à toutes les aventures, — du dedans comme du dehors...